

# Exemples d'actions récentes menées par l'ENA dans le domaine de la Gouvernance

## Coopération en région Afrique et Moyen-Orient



**Égypte** (*Réforme administrative, développement local, décentralisation, soutien à la création d'une école d'administration*)

Egypte 2016 : l'ENA, en consortium avec la société néerlandaise VNG international a remporté l'appel d'offres de l'Union européenne (4 M€ euros) *Public Administration Reform and Local Development*. Dans le cadre de ce projet, l'ENA a contribué au renforcement des capacités des administrations égyptiennes par le biais de formations en gestion territoriale aux niveaux central et local pour améliorer la planification, le suivi et l'évaluation, la formulation ainsi que la mise en œuvre des politiques publiques.

En 2018, L'ENA a été chargée par le gouvernement égyptien, de l'appui à la création d'une Académie nationale de formation des hauts fonctionnaires et responsables publics égyptiens, inspirée de l'ENA. L'École Nationale d'Administration d'Égypte (ENAE) est conçue comme un programme de formation à l'intention de futurs cadres dirigeants de l'État égyptien, développé au sein de l'Académie nationale de formation (National Training Academy, NTA). L'ambition d'établir l'ENAE a été rappelée avec force lors de la visite en Égypte du président de la République française Emmanuel MACRON, en janvier 2019.



projet est le Ministère de la fonction publique, de la modernisation de l'administration et des politiques publiques tunisien mais également des représentants des services des ressources humaines d'autres ministères. Environ 70 experts seront appelés à intervenir dans le cadre du jumelage, et près de 600 jours d'expertise sont prévus sur la durée du projet.



**République Centrafricaine** (*Formation, renforcement des capacités*)



A l'occasion d'un entretien entre le Président de la République française Emmanuel MACRON et son homologue Faustin Archange TOUADERA en septembre 2017, le Président centrafricain a sollicité l'aide de la France pour la restauration de l'État de droit et, plus particulièrement, le soutien à la formation de 200 cadres de l'administration publique.

Les contours de ce projet ont rapidement été dessinés par l'École nationale d'administration française à la demande du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français (MEAE), en consultation avec l'École Nationale d'Administration et de Magistrature centrafricaine. Le programme de formation développé vise les compétences managériales d'agents de catégorie supérieure et intermédiaire.

En ligne avec la méthodologie de l'ENA, ce programme est transversal et pluridisciplinaire, axé sur l'action publique explorée sous différents angles, et conçu comme un processus fondé sur l'appropriation par les participants de l'action administrative au service de la société centrafricaine. Il vise également à renforcer la gouvernance de l'ENAM. Plusieurs missions d'expertise ont eu lieu en 2019 afin d'appuyer l'ENAM à la préparation d'un concours interne à la fonction publique centrafricaine et d'une formation pour 25 jeunes fonctionnaires de moins de 35 ans et intégrés depuis 2016.

Une relance de la formation diplômante au bénéfice des agents de l'administration déconcentrée est menée en 2019-2020 sur financement de l'Ambassade de France : le retour d'expérience de cette action expérimentale permettra d'identifier les axes d'un appui structurant de plus grande envergure déployé dans le cadre du projet AFD.



**Tunisie** (*Modernisation de la fonction publique*)



En Tunisie, l'ENA est depuis décembre 2018 l'opérateur d'un projet de jumelage « Appui institutionnel à la mise en œuvre de la stratégie de modernisation de la fonction publique tunisienne » remporté par la direction générale de l'Administration et de la Fonction publique (DGAFP), en

consortium avec le Service public fédéral Stratégie et Appui Belge (SPF BOSA) et l'ENA.

Ce projet, doté d'un financement de 1,5M€, engage l'ENA pour 3 ans aux côtés de la DGAFP et rejoint les priorités identifiées par la Tunisie et l'Union européenne dans le cadre du programme de modernisation de l'administration publique tunisienne (MAPU) qui appuie la simplification des processus internes, la modernisation des ressources humaines, et les efforts tunisiens pour contrôler la masse salariale de l'Etat. La principale institution bénéficiaire du



**Burkina Faso** (*Etude de faisabilité, innovation, approche régionale*)

L'ENA a mené en 2019 pour le compte de l'AFD une étude préalable à un appui technique et financier au gouvernement burkinabé dans le domaine de la formation et gestion de carrière des agents publics. Suite à ce rapport, l'AFD a souhaité que nous proposons, d'un commun accord avec l'ENAM du Burkina Faso, un plan d'action à mener pour renforcer les capacités de notre homologue, qui sera mis en œuvre à partir de 2020.

L'intervention se concentre sur deux axes : la formation et innovation dans le secteur public et l'appui à la création d'une formation commune ENAM – Ghana Institute of Public Administration.



**République Démocratique du Congo** (*Impact de l'aide, renforcement des capacités*)

Trois missions d'experts, pour un budget de 35 000€ financé grâce à l'appui budgétaire consenti par l'AFD au ministère des Finances congolais (fonds C2D), et au profit de l'ENA de RDC ont été validées et auront lieu en 2020. Ces missions d'expertise porteront sur trois thématiques: la mise en place des organes de gouvernance de l'ENA de RDC, la révision du programme de formation destiné aux élèves de l'ENA de RDC et la création d'un mécanisme d'intégration des élèves dans l'administration.



**Cameroun** (*Déconcentration/décentralisation, réforme territoriale*)

En 2020, possible mobilisation de crédits supplémentaires dans le cadre du projet d'appui à la mise en place des régions en cours d'élaboration, que le Centre de crise et de soutien du MEAE s'est engagé à financer à hauteur de 200 000€ et que l'ENA mettra en œuvre conjointement avec le CNFPT.